

Démantèlement de Calais : chronique d'un désastre annoncé



On connaît la dramatique situation des petites communes rurales, auxquelles l'Etat impose l'accueil de migrants dont la population ne veut pas. Déjà écrasées de charges, elles devront assumer les frais de ce nouveau fardeau, en plus des inévitables problèmes d'insécurité qui ne manqueront pas de survenir, quand on connaît la violence qui règne dans la jungle de Calais.

Mais tout se complique. L'évacuation du plus grand bidonville d'Europe est donc repoussée au 24 octobre, sans certitude.

Les migrants, qui étaient 10000 avant l'annonce du démantèlement, ne seraient plus "que" 6500 selon les autorités. Où sont passés les 3500 manquants ? Ils se sont volatilisés à travers la France puisqu'aucun n'a été expulsé.

Le plus grand démantèlement prévu depuis la guerre devrait durer une quinzaine de jours.

3000 policiers devront assurer la sécurité et faire face aux attaques des No-Border.

50 bus par jour dissémineront les migrants à travers toute la France.

Mais face à ce défi majeur, la France est seule.

Primo, les Anglais refusent de coopérer.

La France demande que les Anglais prennent en charge les 1300 mineurs isolés, dont 500 prétendent avoir de la famille en Angleterre. Mais Londres refuse hypocritement. Seuls 300 mineurs âgés de moins de 12 ans pourront rejoindre l'Angleterre. Problème, ils sont tous plus âgés !

Les expulsions, c'est du bidon.

Le plan Cazeneuve envisage des expulsions, mais comme les pays d'origine refusent d'accueillir leurs ressortissants, la situation reste bloquée.

L'accord de Dublin, c'est du pipeau aussi.

Les migrants entrés en Europe par un autre pays que la France, doivent être renvoyés vers le pays de premier accueil, à charge pour ce dernier d'assurer les expulsions vers les pays d'origine.

Mais Italie, Grèce, Hongrie ou Autriche, pays déjà saturés, ont leurs propres problèmes et refusent toute "sous-traitance" d'expulsion. Situation bloquée là encore.

Par conséquent, la France a tout faux. Elle est seule face au problème et veut élargir le droit d'asile à tous les migrants de Calais pour les intégrer dans une structure organisée.

Problème : la France a accueilli 80000 demandeurs d'asile en

2015 et en prévoit 100000 en 2016 ! Tout est saturé.

Et il n'y a que 30000 places dans les CADA (Centres d'accueil des demandeurs d'asile). Conclusion, le surplus est logé à l'hôtel à prix d'or !

C'est pour cela que Cazeneuve réclame 13000 places de CAO (Centre d'accueil et d'orientation) aux régions, suscitant la rébellion des populations.

Quant au coût de l'asile, il explose. 13000 euros par migrant selon la Cour des Comptes. 2 milliards par an toutes dépenses confondues.

Et pour les mineurs, c'est pire : 50000 euros par an et par enfant !

Selon l'Assemblée des départements de France, il y a déjà 10000 mineurs étrangers isolés sur le territoire. Toutes les structures sont saturées. Et l'Etat ne paie que les 5 premiers jours d'accueil, le reste étant à charge des collectivités locales.

A la question "Comment va t-on faire" ? personne ne répond !

Il est clair que le gouvernement a perdu le contrôle de la situation. Non seulement il se décharge du fardeau sur les collectivités locales, en exigeant la création de CAO soi-disant temporaires mais qui seront définitifs, mais il refuse de fermer les frontières et de durcir le droit d'asile pour stopper l'invasion.

50000 euros par mineur étranger isolé et par an !

Et pendant ce temps des millions de petits Français ne vont jamais en vacances ou n'ont pas les moyens d'aller chez le dentiste !

C'est cela la Patrie des droits de l'homme, la France de l'identité heureuse, la France du vivre ensemble. Nous sommes

dirigés par des fous.

Jacques Guillemain